ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

SÉMINAIRE

DÉONTOLOGIE ET PRÉVENTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

INTERVENANTS

M. JEAN-ÉRIC GICQUEL

Déontologue de l'Assemblée nationale, Président du Réseau francophone d'éthique et de déontologie parlementaires (RFEDP)

Monsieur Jean-Éric Gicquel est Déontologue de l'Assemblée nationale depuis le 1er février 2023.
Agrégé des Facultés de droit, il est professeur de droit public à l'Université de Rennes 1 depuis 2002.
Il y enseigne notamment le droit constitutionnel, le droit constitutionnel comparé, le contentieux constitutionnel et le droit parlementaire.Par ailleurs, il est référent déontologue de Rennes, de Rennes Métropole et de 24 communes autour de la périphérie de Rennes.

Mme JULIE JOLY-HURARD

Secrétaire générale adjointe de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)

Magistrate de l'ordre judiciaire, Julie Joly-Hurard est secrétaire générale adjointe de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique depuis juillet 2023, après avoir précédemment exercé les fonctions d'inspectrice à l'Inspection générale de la justice. Docteure en droit, puis maître de conférences des universités, elle a intégré la magistrature en 2010 où elle a exclusivement exercé des fonctions au siège avant d'être nommée secrétaire générale adjointe du premier président de la Cour de Cassation, de 2018 à 2022.

Mme JORDANE MATHIEU

Directrice juridique et déontologie de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)

Première conseillère de tribunal administratif et de cour administrative d'appel, Jordane Mathieu est directrice juridique et déontologie de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique depuis juin 2023. Auparavant rapporteure puis rapporteure publique au sein des tribunaux administratifs d'Amiens et de Montreuil, elle a également occupé les fonctions de cheffe de bureau des affaires juridiques de l'énergie au sein de la direction juridique du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Avant de rejoindre la juridiction administrative, elle a exercé la profession d'avocate, dans le domaine du droit public.

M. CHRISTOPHE PALLEZ

Référent déontologue auprès de collectivités territoriales

M. Christophe Pallez est référent déontologue d'élus locaux (Etablissement public territorial Paris-Ouest-La Défense, communes de Montrouge, Courbevoie, Garches, La Garenne-Colombes, Levallois-Perret, Nanterre, Suresnes, Etablissement public territorial Plaine Commune, communes de L'Ile-Saint-Denis, Saint-Denis, Saint-Ouen-sur-Seine, Villetaneuse). Il est également depuis janvier 2024 référent déontologue des agents de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM). Précédemment il a été déontologue de l'Assemblée nationale en 2021 et 2022.
Administrateur des services de l'Assemblée nationale, il y a terminé sa carrière comme secrétaire général de la Questure de 2014 à 2020.

ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

SÉMINAIRE

DÉONTOLOGIE ET PRÉVENTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

INTERVENANTS

Mme LYNE ROBINSON-DALPÉ

Directrice conseils et conformité au Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique du Canada

Lyne Robinson-Dalpé est Directrice, Conseils et conformité, au Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique. Elle supervise une équipe de conseillers qui aident les quelques 2 800 parlementaires et titulaires de charge publique à respecter leurs obligations aux termes du Code régissant les conflits d'intérêts des députés et de la Loi sur les conflits d'intérêts.

Mme Robinson-Dalpé a entrepris sa carrière au sein de la fonction publique fédérale depuis 30 ans, d'abord à Ressources humaines et Développement des compétences Canada, ministère où elle a passé huit années à s'occuper de programmes et de développement social. Plus tard, elle s'est jointe à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, faisant la promotion de l'agence auprès des organismes centraux et d'autres ministères, tout en coordonnant, à titre de déléguée fédérale, l'examen territorial de l'OCDE du Canada. Avant son arrivée au Commissariat, elle a passé deux années au Bureau du Conseil privé à titre de consultante auprès du Groupe d'étude sur la coordination des activités fédérales dans les régions et du Groupe de travail du Premier ministre sur les questions urbaines. Elle a conseillé des ministres sur des dossiers importants, a représenté son ministère à l'occasion d'événements nationaux et internationaux, en plus de mener des consultations avec des représentants d'autres paliers de gouvernement.

Mme Robinson-Dalpé est diplômée de l'Université d'Ottawa. Elle travaille au Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique (et son prédécesseur le Bureau du commissaire à l'éthique) depuis 2004. En plus d'assumer ses fonctions actuelles, elle a été conseillère principale du commissaire et directrice de la gestion corporative.

Mme CORINNE CURY

Directrice de la réglementation et des affaires juridiques (DIRAJ) au haut-commissariat de la République en Polynésie française

Corinne Cury est directrice de la réglementation et des affaires juridiques au haut-commissariat de la République en Polynésie française. Auparavant, elle a exercé des fonctions identiques en métropole à la préfecture de l'Ardèche.

Elle a également effectué une partie de sa carrière en fonction publique territoriale (13 ans) en tant que directrice générale des services dans une commune de 30 000 habitants dans la Drôme et a travaillé précédemment à la préfecture de la Drôme au service de l'emploi, de la politique de la ville et de la gestion des fonds européens.